

## Kevazingogate

## Les origines d'un scandale d'Etat

Maxime Serge MIHINDOU  
Libreville/Gabon

*Au-delà de tous les amalgames qui peuvent être faits concernant des supposés règlements de comptes au sommet de l'Etat, le scandale du Kevazingo révèle la prévarication maladroite de certains hauts fonctionnaires de l'Etat, prêts à brader tout un pan entier du patrimoine forestier national. Malgré les nombreux avertissements, mises en garde et la fermeté du gouvernement à protéger cette essence rare et en voie de disparition, la filière " Forêt-Douane " va se constituer en réseau pour organiser la plus grande évasion d'essences naturelles du Gabon. Chronologie des faits.*

DEPUIS plusieurs années, les Organisations non gouvernementales (ONG) internationales, les membres de la société civile gabonaise ainsi que des exploitants nationaux n'ont cessé d'interpeller le gouvernement sur le risque de disparition du Kevazingo, dont l'exploitation illégale, particulièrement dans le Woleu-Ntem et l'Ogooué-Ivindo, avait atteint des proportions inquiétantes. Face à ce cri d'alerte, et soucieux de préserver cette essence rare, le gouvernement va réagir en adoptant, lors du Conseil des ministres du 23 février 2018, le projet de



Photo : DR/ L'Union

Outre les opérateurs économiques véreux, le Kevazingo attire même des personnes qui gravitent au sommet de l'Etat.

décret portant mise en réserve du Kevazingo. En d'autres termes, son interdiction d'abattage et d'exploitation, selon les articles 67 et 297 du Code forestier en République gabonaise. L'Exécutif va également prendre concomitamment

une mesure de suspension des activités de récupération de bois. Une décision certes salubre..., mais qui va faire l'objet de nombreuses inquiétudes de la part, notamment, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises et industries

(CGPMEI). Ces petits exploitants organisés en syndicat sollicitent de la part du gouvernement une organisation stricte et encadrée pour la récupération des stocks de bois de Kevazingo traînant en forêt. Ces derniers craignent,

en effet, que ces stocks fassent l'objet d'un trafic parallèle. Une petite négligence qui va, plus tard, coûter cher à l'Etat. En effet, plusieurs réseaux mafieux vont se constituer pour évacuer ces milliers de m3 de Kevazingo.

C'est ainsi que le 28 février 2019, suite à une enquête diligentée par les instances judiciaires, près de 500 mètres cubes de Kevazingo sont découverts dans l'entrepôt de la société chinoise Yuntung international, sis au port à bois d'Owendo.

## Complicité au sommet de l'Etat

## De hauts fonctionnaires dans la nasse

MSM  
Libreville/Gabon

LE 30 avril 2019, le procureur de la République annonce la disparition de 353 conteneurs au port d'Owendo, pourtant placés sous main de justice. Dix-huit conteneurs seraient déjà arrivés en Chine, relève Radio France internationale (RFI). Une dizaine de personnes vont être immédiatement interpellées. Le 13 mai 2019, nouveau rebondissement : le procureur de la République, annonce lors d'un point de

presse, que les premiers résultats des investigations menées par les officiers de police judiciaire ont permis de localiser 200 conteneurs à Owendo : 71 sur le site d'entrepôt de la Société de transport du Gabon (Sotrasgab), et 129 sur le site de la société Owendo containers terminal (OCT). Le cerveau du réseau aurait également été identifié. Il s'agit du chinois François Wu, de son vrai nom Wu Jufeng, représentant, dit-on, de la société 3C Transit au Gabon, de Zhu Kongfu et Amy Zang, ses deux principaux lieutenants.



Le procureur de Libreville, Olivier N'Zahou, a récemment affirmé que des « agents ont sciemment ordonné le déplacement des conteneurs à des fins d'exportation frauduleuse ».

Si le premier est en fuite, les deux derniers vont être appréhendés en attendant l'arrestation de leurs complices gabonais des Eaux et Forêts et de la Douane qui, selon le procureur de la République, " ont activement et passivement favorisé la disparition desdits conteneurs." Trois jours, plus tard, le 16 mai 2019, le porte-parole du gouvernement fait une importante déclaration télévisée annonçant la suspension de 12 hauts cadres de l'administration dont le directeur général des Douanes et des Droits

indirects, Dieudonné Lewamouho Obissa. Après son audition, ce dernier sera finalement déféré le mardi 21 mai 2019, à la prison centrale de Libreville. Le 21 mai 2019, nouveau coup de tonnerre : le secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Yves Teale, annonce le limogeage du gouvernement, du ministre d'Etat chargé des Forêts, de l'Environnement et du Plan climat, Guy-Bertrand Mapangou, et du vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou.

## Premières arrestations

## Tous les agents ripoux sont désormais prévenus

MSM  
Libreville/Gabon

RECONNUS comme complices directs de ce trafic, le directeur provincial des Eaux et forêts de l'Estuaire, le colonel René Mboukou, et le commandant de brigade du port à bois d'Owendo,

Richard Lenguessi, vont être placés sous mandat de dépôt à la prison centrale de Libreville. Cette affaire, qui fait la Une de plusieurs médias, va contraindre, le 15 mars 2019, les membres de la communauté chinoise réunis au sein du syndicat de l'Union forestière des

industries asiatiques du Gabon (UFIAG), à rappeler à l'ordre tous les opérateurs chinois impliqués dans ce trafic. Le 20 mars 2019, le ministre d'Etat aux Forêts, à l'Environnement, chargé du Plan climat, Guy-Bertrand Mapangou tient une importante réunion de ca-

drage avec l'ensemble des agents de son administration. Il est question, pour le membre du gouvernement, de faire passer un message d'avertissement à tous ces prévaricateurs tapis, pour la plupart, dans les différentes administrations provinciales, et qui ont tissé un véritable réseau de crime

organisé : exploitation illégale du Kevazingo, vente de défenses d'éléphants, collusion avec les trafiquants... Lors du Conseil des ministres du 29 mars 2019, les premières têtes tombent. Il s'agit, notamment, de celles du directeur général des Forêts (Simplice Nteme), du directeur

provincial (René Mboukou), du Chef de cantonnement (Norbert Saba), du commandant de la Brigade de contrôle des produits de Ntound ( Yves Ndoumou) et de bien d'autres. Le signal est donné...Tous les agents ripoux sont prévenus.